



Syndicat des titulaires,  
maîtres auxiliaires  
& contractuels



*EI MAA TAPUFENUA ITI  
EI FAITO ITE MAITAI NO TE TAATOA  
EI MAA O HIPA PAPU  
(une terre, une éducation, un emploi)*



Fédération des syndicats généraux  
de l'Éducation nationale et de la  
Recherche publique / Confédération  
française démocratique du travail

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le syndicat de l'éducation TMAC et la fédération des fonctionnaires d'Etat (UFAE) tiennent également à réagir aux différents articles et commentaires sur le rapport de la cours des comptes portant sur l'indexation des fonctionnaires d'Etat en outre-mer.

Une fois de plus et après la polémique sur la cotisation des fonctionnaires d'Etat à la CPS, ces derniers sont pointés du doigt comme étant responsables de tous les malheurs en passant par le déficit de l'Etat et la situation économique du Territoire. Il est vrai que trouver un bouc-émissaire est bien plus facile que trouver des solutions.

Faisons une vraie étude comparative des coûts en Outre-mer et en Polynésie en particulier. Prenons en compte dans ce fameux panier de la ménagère le coût du logement, du transport, de l'énergie, du numérique, ..... Autant d'éléments que la cours des comptes ne chiffre pas.

Le rapport préconise un recrutement local (qui permettrait à l'Etat de faire de vraies économies), alors qu'on donne à nos jeunes les moyens de réussir. Une carte des formations adaptées à la réalité locale, une véritable prise en charge du transport de nos enfants pour leurs études à l'extérieur du territoire, ....

Les fonctionnaires sont-ils incapables de participer à l'effort national et local ? Que dire alors du gel du point d'indice et des salaires dans l'éducation nationale qui perdure, de la hausse des cotisations à la solidarité locale ?

La facilité consiste à clouer au pilori « ces méchants » fonctionnaires qui sont « sur payés », mais parlons plutôt d'une juste rémunération. En Polynésie française les fonctionnaires participent à la vie économique, ils consomment sur le territoire la majeure partie de cette « sur-rémunération » et sociale, par la solidarité (la CST). N'oublions pas qu'ils accomplissent toujours plus de tâches avec de moins en moins de moyens sur un territoire non pas grand comme l'Hexagone, mais grand comme l'Europe.

Le syndicat TMAC avec la Fédération des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (UFAE), sera au premier rang pour défendre le droit à une rémunération à la hauteur de nos qualifications et adaptée au coût de la vie dans le lieu de résidence.

BERTHOMME Emmanuel  
Président du syndicat TMAC  
Secrétaire Général de L'UFAE